



Numéro 121 - Août 2007

NOTRE OPINION

- La certification FSC de Veracel : un tournant, ou le train-train de toujours ?

VERACEL : UNE AFFAIRE-TEST POUR LE FSC

- Brésil : l'insoutenable certification de Veracel
- Raisons pour lesquelles on ne peut pas certifier Veracel, du point de vue de la société

LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

- Bangladesh : la forêt fortifiée de Modhupur
- Brésil : la lutte des Pataxó pour leur territoire continue
- Costa Rica : le tourisme déprédateur qui emporte tout
- République démocratique du Congo : sur les traces mortelles du coltan

LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

- Australie : la démocratie réduite en pâte
- Colombie : des communautés éliminent des plantations de palmier à huile pour récupérer leur territoire
- Suède : la recherche en arbres GM risque de provoquer des dommages irréversibles aux forêts
- Un nouveau rapport et un nouveau site web sur l'industrie de la pâte

LES FEMMES, L'INDUSTRIE FORESTIÈRE ET LES PLANTATIONS DE PALMIER À HUILE

- Îles Salomon : des femmes blessées par une entreprise forestière pour avoir défendu leur terre
- Îles Salomon : l'exploitation forestière est le facteur principal de l'abus sexuel de petites filles
- Indonésie : les impacts des plantations de palmier à huile sur les femmes
- Papouasie-Nouvelle-Guinée : la vie peut être dure pour les femmes dans les plantations de palmier à huile

NOTRE OPINION

- La certification FSC de Veracel : un tournant, ou le train-train de toujours ?

Le WRM a passé plus de dix ans à réunir, produire et divulguer des informations et des analyses sur les effets écologiques et sociaux des plantations de « fast wood », qui se caractérisent par la monoculture sur de grandes surfaces d'arbres de croissance rapide. Ce faisant, nous avons insisté sur le fait que les plantations de ce genre ne devraient pas être certifiées, et nous avons visé surtout le Forest Stewardship Council (FSC), la plupart de ces plantations étant certifiées par ce procédé.

Si le FSC a entrepris en septembre 2004 de revoir le système de certification des plantations, il n'a pas pour autant cessé de certifier celles de bois rapide, conspirant ainsi contre sa propre crédibilité et contre l'opposition locale aux plantations. Le Groupe de Travail constitué pour examiner le problème

a présenté son rapport final au Conseil du FSC en octobre 2006, mais rien n'a changé depuis et le FSC a continué de certifier ces plantations contre toute logique.

Dans ces circonstances, la société SGS, accréditée par le FSC, a entamé le processus de certification d'une entreprise, Veracel Celulose, dont les atteintes à la société et à l'environnement de Bahia, au Brésil, se poursuivent depuis longtemps et sont bien documentées (voir l'article ci-dessous). La nouvelle de la certification éventuelle de Veracel a provoqué de fortes réactions de la part de nombreuses organisations de Bahia et d'autres régions du Brésil qui, depuis des années, subissent les effets des plantations de bois rapide et se mobilisent contre elles. Bien que la SGS ne les ait jamais formellement « consultées », elles ont réussi à faire entendre leur voix.

De nombreuses organisations, dont le WRM, les ont appuyées et ont manifesté leur inquiétude dans une lettre au FSC datée du 6 juillet (http://www.wrm.org.uy/countries/Brazil/Letter_Board.html) où elles invitaient les membres du Conseil à visiter la région accompagnés de représentants des organisations brésiliennes. La lettre disait : « au cours de la visite, vous pourrez rencontrer les communautés locales et connaître de première main leur avis sur ces plantations, ainsi que leur opinion sur le fait que l'entreprise cherche à se faire certifier ».

La lettre ajoutait : « cette visite vous permettra de mieux comprendre pourquoi la certification de plantations comme celles-ci suscite l'opposition de tant d'organisations du monde entier et pourquoi le FSC perd de sa crédibilité chaque fois qu'une plantation comme celles de Veracel est certifiée ».

Pourtant, la réponse du Conseil a été négative : « Nous ne pensons pas que ce soit approprié ou que cela relève du rôle du Conseil d'intervenir dans un processus de consultation publique ni de participer directement à l'évaluation d'une certification ».
(http://www.wrm.org.uy/countries/Brazil/Board_letter_07.pdf)

Une question semble évidente : quel est donc le rôle du Conseil ? Le peu de crédibilité qui reste au FSC est en jeu, et le Conseil pense qu'il n'est pas « approprié » d'intervenir ? S'est-il donné pour rôle de fermer les yeux à la certification des plantations de bois rapide ? Si tel est le cas, la proposition avancée par l'un de nos partenaires brésiliens serait justifiée : « notre campagne ne devrait pas consister à dire que Veracel n'est pas digne du FSC ; ce que nous devons dire, c'est que le FSC et Veracel sont dignes l'un de l'autre ! »

Le cas des plantations de Veracel est absolument clair et bien documenté. Il n'y a pas moyen de considérer que ces plantations coïncident avec « la gestion environnementalement appropriée, socialement bénéfique et économiquement viable des forêts du monde ». En les certifiant, le FSC trahirait son mandat. Les gens des lieux – les véritables parties prenantes – sont là pour le démontrer à quiconque demandera leur avis.

Mais il importe de ne pas oublier que Veracel n'est qu'une goutte dans l'océan des millions d'hectares de plantations de bois rapide déjà certifiées par le FSC par l'intermédiaire de la SGS, la SCS, Smartwood et d'autres entreprises de certification qui ont ridiculisé le système du FSC par des « consultations » qui ne consultaient jamais les véritables intéressés et par des évaluations qui n'ont jamais pris en compte la véritable mesure des conséquences écologiques et sociales de ces plantations.

Bien entendu, Veracel ne doit pas recevoir la certification du FSC, mais il est également essentiel que le FSC cesse de certifier les plantations de bois rapide et qu'il commence à dé-certifier les nombreuses autres plantations qui n'auraient jamais dû bénéficier de son label. Alors seulement le

FSC sera en mesure de remplir son mandat.

[index](#)

VERACEL : UNE AFFAIRE-TEST POUR LE FSC

– Brésil : l'insoutenable certification de Veracel

L'entreprise Veracel Celulose (qui appartient à Stora Enso, suédo-finnoise, et à Aracruz Celulose, norvégienne-brésilienne) a commencé les démarches pour obtenir la certification FSC des plantations d'eucalyptus qu'elle possède dans le Sud de l'État de Bahia, et elle a engagé pour ce faire la société conseil SGS.

Cette initiative a provoqué une forte réaction de la part de plus de 300 organisations brésiliennes et internationales qui, le 14 août, ont envoyé une lettre au FSC et à la SGS (disponible sur http://www.wrm.org.uy/paises/Brasil/Carta_SGS_esp.html) où elles dénoncent Veracel, contestent le processus et exigent que la certification soit refusée.

En effet, Veracel possède un long dossier d'activités néfastes pour la région. Ses plantations d'eucalyptus ont occupé une partie des terres qui appartiennent historiquement à la population indigène de l'Extrême Sud de Bahia, en violation de leurs droits territoriaux. L'entreprise a effectué des coupes et utilisé des produits toxiques en grande quantité à proximité des sources et dans les bassins des fleuves, ce que l'on peut difficilement considérer comme « environnementalement approprié ».

La lettre dénonce d'autres dommages concernant l'eau, que les plantations forestières de Veracel sont en train d'affecter « en quantité et en qualité », et affirment que l'entreprise a fortement contribué à l'exode rural.

Les organisations signataires de la lettre envoyée le 14 août contestent en outre le processus d'évaluation et d'inspection fait par l'entreprise de certification SGS. Contrairement à ce qu'on pourrait attendre d'une consultation véritable, l'entreprise n'a pas contacté comme il fallait les organisations sociales de la zone, qui s'occupent activement des problèmes provoqués par Veracel. Le 23 juillet au matin, elle a téléphoné à l'organisation CEPEDES pour l'informer qu'elle ne disposait que de cette journée-là et de la suivante pour se réunir avec les organisations du Forum socio-écologique de l'Extrême Sud. L'imminence de la date a empêché la réalisation de la réunion, les organisations ayant des engagements préalables. D'ailleurs, la lettre signale également que plusieurs d'entre elles n'ont même pas su ce qui se passait.

Les quelques organisations locales du Forum qui ont reçu un formulaire à compléter ont adressé une lettre à la SGS pour lui demander une réunion et l'inviter à faire une visite sur le terrain en compagnie d'organisations sociales qui travaillent dans la région depuis plusieurs années, puisque les inspecteurs envoyés par la SGS venaient d'une autre région et ne connaissaient pas l'Extrême Sud de Bahia. Pourtant, la SGS n'a pas donné suite à cette proposition.

La lettre dénonce également que les inspecteurs n'ont consacré que cinq jours à l'évaluation sur le terrain. Or, la zone concernée par les opérations de l'entreprise s'étend sur dix localités et couvre en tout 1 421 773 km². Leur travail était donc humainement impossible.

D'après les organisations plaignantes, « une entreprise telle que Veracel Celulose, symbole du modèle de 'développement' imposé de façon arbitraire, illégale et violente, qui a de nombreuses conséquences négatives et apporte la violence, la misère et la faim aux habitants de l'Extrême Sud de Bahia, ne peut être considérée comme environnementalement appropriée, socialement juste et économiquement viable ».

Cette initiative collective a porté ses fruits : le 22 août, le directeur exécutif du FSC, Heiko Liedeker, a répondu à la lettre des organisations sociales, les remerciant de leur contribution, qu'il qualifie de précieuse, au processus de certification.

Il signale également que ces informations ont été transmises à l'organisme de certification accrédité par le FSC – qui évalue si Veracel respecte les normes du FSC – et aux Services internationaux d'accréditation (en anglais ASI), qui se chargent de superviser les organismes de certification, la SGS en l'occurrence.

Finalement, Liedeker a invité les organisations à continuer d'envoyer des informations et de faire part de leurs inquiétudes aux autorités du FSC.

Le processus se poursuit. Ceux qu'il fallait écouter ont levé la voix et se sont fait entendre, à force d'organisation et de mobilisation. Les habitants de l'Extrême Sud de Bahia restent sur le qui-vive et attendent que le FSC dise ce qu'il faut dire des plantations de « fast-wood » de Veracel : qu'il est impossible de les certifier.

Article rédigé à partir de la lettre adressée au FSC et à la SGS : "Argumentos que evidenciam que a Veracel não deve ser certificada", http://www.wrm.org.uy/paises/Brasil/Carta_SGS.html).

[index](#)

– Raisons pour lesquelles on ne peut pas certifier Veracel, du point de vue de la société

Une fois de plus, Stora Enso et Aracruz se servent de leur pouvoir économique pour tromper et embobiner, non seulement le peuple brésilien mais, à présent, la société du Nord également, afin d'augmenter le prix de leurs produits, leurs ventes et donc leurs profits. C'est dans ce but que l'entreprise de pâte Veracel s'est portée candidate à la certification FSC et s'est adressée à l'entreprise SGS ICS, installée à Sao Paulo. Elle a monté un spectacle où les acteurs appartiennent à la propre entreprise et où le public est composé d'associés payés pour montrer qu'il n'existe pas de conflit. Une fois de plus, la société a été laissée aux portes. L'histoire est racontée de la manière qui convient aux entreprises, par des personnes sans engagement ni responsabilité à l'égard de l'environnement, de l'avenir des prochaines générations ni de la planète. Devant cette situation, la société réagit et donne ses arguments.

Les raisons pour lesquelles Veracel ne peut pas être certifiée :

Marlene Pataxó, du village Meio da Mata, raconte en pleurant les difficultés de son peuple à la 6^e Assemblée du Front de Résistance et de Lutte Pataxó qui s'est tenue les 17, 18 et 19 août : « Veracel dit qu'elle a passé un accord avec les indiens pataxó. C'est un mensonge ; cette entreprise a envahi notre territoire et planté des eucalyptus. Cela a coûté très cher aux nôtres, qui vivent

maintenant aux abois et apeurés parce que l'entreprise a un service privé de sécurité dans la plantation pour empêcher les indiens de circuler librement suivant notre coutume et notre culture. Nos sources et nos fleuves sont contaminés par le poison utilisé dans la plantation. Je suis mère de quatorze enfants, j'ai besoin de protéger leurs droits et leur subsistance. J'implore donc les autorités de mettre fin à la plantation d'eucalyptus dans nos terres qui sont aux mains de l'entreprise Veracel Celulose. Cette entreprise, qui continue de porter atteinte à notre environnement et qui provoque la mort des miens ne doit jamais recevoir une certification ».

Le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST) lutte pour que les terres brésiliennes soient réservées aux travailleurs brésiliens et non à des entreprises comme Veracel, qui s'approprient les ressources naturelles et exploitent la main-d'oeuvre du pays pour envoyer ensuite leurs bénéficiaires hors du Brésil. « Nous avons besoin de planter des aliments pour notre peuple », dit Cabacinha, membre du MST. Pour lui, c'est une honte que dans une région comme celle-ci, qui possède tant de richesses naturelles et un climat favorable à l'agriculture, il y ait tant de personnes qui ont faim. « L'avancée des eucalyptus expulse les petits producteurs agricoles, soit par la pression de l'agro-industrie, soit par l'isolement au milieu du désert vert », dit Evanildo Costa, membre de la direction régionale du MST.

Eliezer Lucas Tavares Leite, ingénieur agronome et agriculteur, affirme que la certification de l'entreprise Veracel équivaut à continuer de massacrer les gens et de les condamner à mort. « Nous avons été les plus grands producteurs de fruits du monde. Cette activité donnait chaque année du travail à 28 497 personnes. Il n'y a pas de comparaison possible avec le nombre dérisoire d'emplois créés par l'entreprise, qui est à peine de 741. Beaucoup de familles ont faim, la violence augmente chaque jour. Quand elle aura le certificat en main, l'entreprise va probablement développer ses plantations, compromettant encore plus notre subsistance ».

Melquiades Spínola, écologiste et membre de CEPEDDES, souligne que nous sommes en présence d'un « enfer vert », parce que rien n'échappe à la destruction. « La nature et les personnes agonisent. Il manque du travail, il manque de la nourriture, il manque même la beauté du paysage à laquelle nous avons droit. Dans cette région de l'extrême sud, la plantation d'eucalyptus a provoqué une diminution radicale de la diversité biologique, l'extermination de la faune et de la flore, la diminution des cours d'eau, la contamination du sol et de l'eau par l'utilisation excessive de poisons. Plusieurs fleuves et ruisseaux sont en train de tarir. Ils plantent des eucalyptus dans les villes, dans les cimetières, dans des zones de préservation permanente, ce qui est interdit par la loi. Ils ne respectent ni les vivants ni les morts. Les gens ont perdu leur terre et leur culture et sont en train de perdre leur dignité ». Et il ajoute : « la seule perfection de Veracel est l'imagination et la capacité intellectuelle de ses directeurs et fonctionnaires d'inventer tant de mensonges, tant de fourberies, et de cacher la vérité et les délits commis. La certification d'une entreprise telle que Veracel est un crime contre l'humanité ».

L'avancée des eucalyptus de Veracel Celulose dans la région sud de Bahia soulève beaucoup d'inquiétude, affirment les représentants du CIMI région Sud, de la Commission pastorale de la terre, du Centre d'études et d'action sociale, du mouvement des travailleurs sans terre, de Cellule de la terre – Sud, de la Jeunesse paysanne et des Indiens Tupinambá. Il a été constaté que le « fléau » était déjà arrivé à quelques peuplades de la région sud et qu'il avait porté préjudice aux moyens de vie des travailleurs de la campagne. « Le manque de terres dans l'extrême sud et dans la région sud de Bahia est en train d'empêcher la réforme agraire », dit Jairson, membre de la Fédération des travailleurs agricoles (Fetag/Ba) et du Syndicat des travailleurs ruraux.

Des organisations du sud et de l'extrême sud de Bahia se sont réunies en quête d'une initiative

régionale de la société rurale et urbaine, qui ne se fonde pas seulement sur la logique économique mais sur la logique écologique et humaine, qui soit compatible avec la culture de la population locale et avec la durabilité sociale et environnementale.

Pour tout ce qui précède, la position de la société est très ferme : les plantations d'arbres ne sont pas des FORÊTS et ne doivent pas être certifiées, non seulement pour les raisons exposées mais parce que, directement ou indirectement, elles expulsent les gens de la campagne, en particulier les petits producteurs ruraux, ce qui provoque la pénurie d'aliments et l'augmentation des prix de ces derniers ; parce qu'elles concentrent la propriété de la terre entre les mains de quelques-uns, privant la plupart des gens de la possibilité de gagner leur vie ; parce qu'elles augmentent le chômage à la campagne, le nombre des familles de chômeurs dans la périphérie des villes, la violence et la prostitution ; bref, parce qu'elles provoquent un déséquilibre social, environnemental et économique.

Ivonete Gonçalves, Email: cepedes@cepedes.org.br

[index](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

– Bangladesh : la forêt fortifiée de Modhupur

Le livre de Philip Gain (*Stolen Forests*, les forêts volées), publié en 2006, dénonce les conséquences atroces que l'introduction des plantations de teck, d'hévéa, d'eucalyptus et d'acacia en régime de monoculture a eues pour les forêts indigènes du Bangladesh.

Sauf dans les Sundarbans, ces plantations se sont vite étendues ces derniers temps dans toutes les régions boisées du Bangladesh, dans le cadre de l'expansion de la 'simple plantation forestière' qui a eu lieu dans le monde entier. Les projets de plantation sont mis en oeuvre par le gouvernement mais financés surtout par les institutions financières internationales (IFI), la Banque asiatique de développement (BASD) et la Banque mondiale.

La promotion de l'économie fondée sur les plantations est l'un des principaux facteurs de la destruction des forêts et de la misère des communautés ethniques qui les habitent. Les statistiques sont très inquiétantes : les forêts domaniales qui, d'après les chiffres officiels, occupaient 18 % du territoire, ne couvrent plus que six pour cent environ, et cela inclut les mangroves et plus de 400 000 hectares de plantations.

Les terres visées pour l'établissement de plantations sont en général des forêts 'dégradées', 'dénudées' ou 'moins productives'. Pourtant, ces terres classées comme 'moins productives' ou 'dégradées' sont souvent des forêts indigènes qui ont d'immenses valeurs sociales, culturelles, traditionnelles, éducatives, médicinales et écologiques.

Dans la forêt de *sal* (*Shorea robusta*) de Modhupur, les espèces envahissantes ont été introduites sous prétexte de 'foresterie sociale', celle-ci ne consistant en essence qu'en des plantations. Et, maintenant que la forêt de *sal*/traditionnelle de Modhupur a disparu presque partout, le ministère des Forêts (MF) veut protéger le peu qu'il en reste ! En s'inspirant d'une étude financée par la Banque mondiale dans le cadre du Projet de gestion des ressources forestières, il a voulu construire un mur d'environ 20 km de long autour d'une zone d'un peu plus de 14 km² définie comme la plus importante

du parc national.

Or, la réalité sur le terrain n'a pas été favorable au MF. Les Garo, autochtones habitant autour de cette zone, se sont fortement opposés aux murs. Au cours d'une manifestation organisée le 3 janvier 2004, les gardes du MF et la police ont tiré sur les manifestants. Un Garo du nom de Piren Snal a été tué. Utpal Nokrek, jeune garo du village de Beduria, a été gravement blessé et il est devenu paralytique pour le restant de ses jours. Beaucoup d'autres ont été blessés d'arme à feu. Face aux fortes critiques et à la résistance, la construction des murs a été suspendue. Depuis, l'affaire du mur de Modhupur a pris état public dans le pays et dans le monde. Sur les six kilomètres de murs construits, presque la moitié ont été démolis.

Mais les murs n'ont pas été les seuls à subir les conséquences de la fusillade des manifestants garo : les étendues de forêt qui restaient ont été ruinées elles aussi. Des bandes organisées de contrebandiers de bois ont profité des troubles et coupé tout ce qu'elles pouvaient emporter. Les cultivateurs de bananes ont eux aussi défriché des milliers de mètres carrés. Les fonctionnaires du MF ont accusé de cette situation le mouvement anti-mur. De leur côté, les Garo se plaignent que le MF a fermé les yeux devant la situation pour leur faire porter le blâme.

En janvier dernier, le ministère des Forêts a essayé de reprendre la construction des murs autour du parc. Ces murs concernent environ 14 km², sur les 255 km² de la réserve de Modhupur. Qu'arrive-t-il, et que va-t-il arriver, à la plupart de la forêt qui restera à l'extérieur de l'enceinte ? Il suffit de parcourir n'importe quel coin de la réserve de Modhupur pour voir d'énormes plantations de bananes, de papayes et d'ananas qui ont remplacé la forêt et provoqué la destruction généralisée de sa réserve génétique. Les Garo, qui ont été forcés de louer aux cultivateurs de bananes la plupart des hautes terres qu'ils possédaient, conviennent qu'il y a là un problème grave pour leur environnement, leur économie et leur société.

L'élimination de la forêt de *sa/* de Modhupur a gravement perturbé la vie des Garo et d'autres peuples tributaires de la forêt. La plupart des Garo et des Koch de Modhupur (dont la population est estimée à 20 000 personnes) se concentrent en deux unions (Aronkhola et Sholakuri) et se distribuent en une quarantaine de villages. Autrefois, ils disposaient pleinement de la forêt et de ses ressources. Or, l'interdiction de la culture sur brûlis dans les années 1950, l'établissement des parcs nationaux, la promotion des plantations, l'invasion des plantations de bananes sur de grandes surfaces, la construction de routes et les intrusions ont réduit la forêt à une étendue de misère et bouleversé la vie traditionnelle de ces peuples.

Le processus de destruction de la forêt de *sa/* de Modhupur semble incontrôlable. Beaucoup pensent que son élimination totale n'est qu'une affaire de temps.

Extrait et adapté de : Commentaire du livre de Philip Gain, *Stolen Forests*, <http://www.sehd.org/pubnew12.html>, et de *Modhupur walls to protect wilderness or marauders !* de Philip Gain, Earth Touch n° 10, avril 2007, publication de la SEHD (Society for Environment and Human Development), <http://www.sehd.org/reports-features/modhupur-wall-2007.doc>.

[index](#)

- Brésil : la lutte des Pataxó pour leur territoire continue

La VIe Assemblée du Front de Résistance et de Lutte Pataxó s'est réunie à Monte Pascoal le 19 août dernier pour évaluer les problèmes suscités par l'insuffisance de terres, qui porte atteinte à la subsistance et à la culture de ce peuple.

L'histoire des Pataxó et de leur déracinement remonte à 1861, date à laquelle ce peuple et d'autres communautés indigènes ont été expulsés de leurs terres par le gouvernement de la province de Bahia et réunis en une seule localité.

Par la suite, les Pataxó ont réussi à occuper une zone de la forêt atlantique qui s'étendait entre le pied du mont Pascoal, le littoral, le fleuve Cariaba et le fleuve Corumbau. Ils ont trouvé refuge dans cette région, dénommée aujourd'hui Barra Velha, où ils ont réussi à rester relativement isolés.

Or, en 1961 le gouvernement fédéral a transformé les 22 500 hectares qu'ils occupaient traditionnellement en unités de conservation de ce qui est devenu désormais le Parc national du mont Pascoal. Les Pataxó en ont été violemment expulsés et, du jour au lendemain, ils ont été empêchés de circuler dans leur propre territoire.

Dans le numéro spécial du bulletin que nous avons consacré aux Pataxó en 2000, nous disions : « Le reste de la Mata Atlântica, autrefois si vaste, a continué d'être systématiquement détruit par des non-indigènes, tandis que les Pataxó étaient privés de tout droit sur leurs propres terres, celles-ci ayant été affectées, de force, à la préservation. Cette situation injuste ne pouvait pas durer ». En effet, le 19 août 1999, de nombreux indiens pataxó se sont réunis au pied de la montagne, ils ont déclaré que « le mont Pascoal appartient aux Pataxó » et ils ont repris leur territoire, pour « transformer ce que les autorités appellent Parc national du mont Pascoal en un parc indigène, territoire des Pataxó, pour le préserver et le récupérer ». En octobre de la même année, un représentant du WRM a visité le parc et proposé son appui aux Pataxó. Depuis, les Pataxó n'ont cessé de lutter pour que le gouvernement reconnaisse leurs droits.

À d'autres endroits de Bahia, d'autres communautés indigènes pataxó ont subi l'expulsion et luttent pour récupérer leurs terres ; c'est le cas des familles pataxó de la municipalité de Prado, et des Pataxó-Hã-Hã-Hãe de la région sud de l'État de Bahia, dont les territoires ancestraux s'étendent sur 53 000 hectares de terres autrefois densément boisées et actuellement illégalement occupées par des éleveurs et transformées en pâturages et en plantations de cacaoyers.

Harcelés par les tensions permanentes découlant du manque de terres, par les propositions de projets de « développement durable » qui ne font que provoquer des tensions et des conflits intérieurs, les Pataxó se sont réunis pour faire la déclaration suivante :

VIe ASSEMBLÉE DU FRONT DE RÉSISTANCE ET DE LUTTE PATAXÓ **Le territoire du mont Pascoal et le droit historique du peuple pataxó**

Nous, membres du Front de Résistance et de Lutte Pataxó, nous nous sommes réunis les 17, 18 et 19 août 2007 en notre VIe Assemblée au mont Pascoal, coeur de notre territoire. A cette assemblée ont assisté les représentants des villages de Corumbauzinho, Tauá, Craveiro, Pequi, Tibá, Alegria Nova, Aldeia Nova do Monte Pascoal, Meio da Mata, Boca da Mata et Cassiana, ainsi que ceux de nos alliés Anaí, Cimi, Cese, Cepedes, Syndicat bancaire, CUT-Bahia et Fetag, de l'organisation indigène Apoinme et des communautés Coroa Vermelha, Tupinambá da Serra do Padeiro et Pataxó Hã Hã Hãe. Après avoir évalué la situation de notre territoire et les difficultés auxquelles nous nous heurtons par suite du manque de terres suffisantes pour garantir la durabilité, la mise en valeur et le renforcement de notre culture, nous déclarons et nous revendiquons ce qui suit :

1 – La démarcation immédiate de notre territoire en tant que zone continue, en respectant nos droits historiques. Nous avons décidé de lancer une campagne internationale pour la démarcation de notre territoire. Nous n’acceptons aucun genre de négociation dont l’objectif soit de réduire notre territoire, et nous dénonçons les poursuites et les accusations contre nos leaders qui luttent pour nos droits légitimes.

2 – Une politique spécifique qui garantisse la durabilité de nos communautés, ainsi que la sécurité alimentaire de notre peuple.

3 – La garantie d’une politique de santé qui respecte la diversité et la spécificité de notre peuple, comme prévu par la Constitution fédérale, avec des services médicaux et hospitaliers efficaces mais dans le respect des pratiques médicales traditionnelles.

4 – Une politique d’éducation spécifique, qui respecte notre réalité socioculturelle, avec construction d’écoles et équipements, matériels didactiques appropriés, formation de nos professeurs avec la participation des communautés à la définition d’une éducation différenciée, communautaire et de bonne qualité.

5 – La formulation immédiate d’une politique de logement et d’assainissement de base, en tant que droit de l’homme.

6 – Nous exigeons l’élimination de la monoculture de l’eucalyptus et de toute autre monoculture sur nos terres, et nous réaffirmons notre engagement avec la défense de l’environnement et l’autogestion de notre territoire.

Considérant la dure réalité que nous vivons depuis des années, en combattant les politiques de négation de notre identité et de nos droits sur notre territoire, la discrimination et l’exclusion sociale, nous affirmons que nous continuerons de résister à toutes les formes d’injustice contre notre peuple et contre les secteurs exploités et exclus de notre société tels que les *quilombolas* (afro-brésiliens), les travailleurs sans terre, les petits agriculteurs, les pêcheurs et d’autres. Nous exigeons que nos revendications soient prises en compte comme preuve de respect des droits que la constitution nous garantit.

Pour la justice et la démarcation de notre territoire unique du mont Pascoal : nous avancerons !

Monte Pascoal, le 19 août 2007

[index](#)

– Costa Rica : le tourisme déprédateur qui emporte tout

Le tourisme est arrivé au Costa Rica avec l’intention d’y rester ; avec lui, le pillage et la déprédation des riches écosystèmes du pays ont pris de l’élan (voir le bulletin n° 84 du WRM). Voilà ce que dénonce le Costaricien Juan Figuerola, de la Fédération costaricienne pour la conservation de l’environnement (FECON), dans le communiqué de presse *El diablo ambiental: amo y señor de Costa Rica* (Le démon écologique, maître et seigneur du Costa Rica), disponible en espagnol sur http://www.wrm.org.uy/paises/CostaRica/Diablo_Ambiental.html.

Parmi les exemples cités pour montrer à quel point la situation environnementale est critique, Figuerola mentionne que « les pannes d'électricité que le pays a subies ces derniers temps sont le prétexte idéal pour justifier la construction de davantage de barrages et de projets géothermiques dans les zones sauvages protégées, ce qui équivaut à détruire les parcs nationaux et les sites Ramsar qui ont donné au Costa Rica un renom international ».

D'autre part, les restrictions ne sont pas subies de la même manière par toute la population : « On nous conseille d'éteindre les lumières et d'économiser chaque goutte d'eau... Mais on ne dit pas aux entrepreneurs touristiques et aux hôtels cinq étoiles de Guanacaste – la région la plus sèche du pays – de ne pas arroser les terrains de golf en été ou de ne pas remplacer l'eau des piscines toutes les semaines. Combien d'eau consomme-t-on à Guanacaste, rien que dans la construction d'appartements, d'hôtels et de résidences de luxe ? Les communautés ont déjà commencé à dénoncer que les entreprises de construction sont en train d'assécher le Tempisque, un fleuve emblématique ».

Les meilleurs sites sont transférés à des propriétaires privés... et étrangers, comme le Nord-américain Paul Lambert, « propriétaire de plusieurs projets millionnaires à Quepos et Manuel Antonio, dont la vente sur la toile du patrimoine naturel de l'État, des constructions monumentales sur des pentes élevées, la coupe d'arbres pour dégager une vue panoramique, des bâtiments au milieu de la forêt ». Le communiqué signale aussi que « dans le refuge de faune Silvestre Golfito, sur le mont Adams, un individu dénommé Carrión, embarqué dans un projet délirant sur la côte, est en train de construire des miradors et d'abattre des arbres pour dégager la vue, le tout sur des terres à forte pente, ce qui risque de provoquer un désastre susceptible de coûter la vie à des dizaines de personnes si, à cause du déboisement, il y avait des glissements de terrain qui tomberaient sur le village de Golfito ».

Les forêts sont l'un des écosystèmes que le mégatourisme détruit habituellement : « À Liberia, on est en train d'éliminer la forêt sèche du littoral pour y construire des hôtels, des piscines et des terrains des golf, dans le cadre du projet Polo Turístico Papagayo, déclaré d'intérêt national ». « À Tamarindo, dans la zone tampon du parc Baulas, l'entreprise *Tamarindo Preserve* prétend mettre en oeuvre un projet résidentiel écologique sur des centaines d'hectares. » « Il y a déjà des bâtiments à des endroits où, en janvier de cette année, il y avait encore une mangrove, dans le marais de San Francisco. » « À Nicoya, sur la plage Sámará, les derniers restes de zones humides, foyer d'oiseaux migrateurs et d'une faune sauvage riche et diverse, sont maintenant remblayés, drainés et défrichés pour frayer le chemin au développement touristique et résidentiel ». « Tout au long de la Fila Costeña, entre Dominical et Palmar, les projets touristiques et résidentiels sont la cause principale du déboisement qui est en train d'éliminer la diversité biologique, les zones boisées et les récifs de corail. L'une des meilleures routes du pays a été construite dans ces parages, justement pour attirer les investissements étrangers ».

En mars 1993, à l'occasion de la Foire du Tourisme de Berlin, le ministre du Tourisme de l'époque avait été le « lauréat » du *Prix du démon de l'écologie*. Tant d'années après cet avertissement, le dénommé « développement » continue de provoquer des pertes inestimables.

Article fondé sur : "El diablo ambiental: amo y señor de Costa Rica", Federación Costarricense para la Conservación del Ambiente, FECON, envoyé par Juan Figuerola : quijongo@gmail.com.

[index](#)

– République démocratique du Congo : sur les traces mortelles du coltan

Dans le numéro 69 d'avril 2003 du Bulletin du WRM nous avons publié un article sur la République démocratique du Congo, qui portait sur l'exploitation du coltan (abréviation de colombo-tantalite), utilisé dans les téléphones portables, les ordinateurs portables et les jeux vidéo, et sur la dévastation des forêts, comme celle d'Ituri, que provoquait l'extraction de ce minerai, modifiant pour toujours des sites qui, auparavant, permettaient aux Mbuti de vivre et étaient l'habitat de plusieurs animaux, tels les gorilles, les okapis (parents de la girafe), les éléphants et les singes. C'était un triste tableau que le coltan laissait sur son sillage dans les forêts de la RDC, une scène de guerre et de déprédation.

À présent, nous souhaitons suivre les étapes de la production de ce minerai pour voir si cette destruction a au moins un sens. Pour cela, nous voyagerons avec Mvemba Phezo Dizolele, journaliste indépendant et écrivain, à travers l'excellent rapport qu'il a rédigé après avoir parcouru le Congo en l'été 2006 grâce à une bourse du Centre Pulitzer de Journalisme de Crise. Il y est allé et il a vu ce que le coltan fait aux gens.

Mvemba a visité la ville de Bukavu, « que l'on appelait autrefois la perle du Congo à cause de la beauté de son climat et de ses montagnes », devenue maintenant un centre de production de coltan. Il dit que « la ville que j'ai découverte l'été dernier ne ressemble en rien à la cité célèbre dont j'avais entendu parler dans mon enfance ».

Sur la trace du coltan, Mvemba s'est rendu dans le quartier d'Ibanda, « dans l'arrière-cour d'une maison à deux étages que quelqu'un avait transformée en bureaux. Olive Depot est l'une des entreprises de coltan les plus grandes de la ville mais, à ma grande surprise, elle a l'air insignifiante. Au vu de la publicité que les médias occidentaux ont accordée au coltan ces derniers temps, je m'attendais à trouver une grande usine de traitement, un bâtiment imposant équipé de machines complexes et d'ingénieurs aboyant des ordres à leurs contremaîtres. À la place, j'ai trouvé des installations tout à fait rudimentaires, deux douzaines d'hommes qui travaillaient avec leurs mains comme des enfants qui jouent avec de la terre. Personne ne donnait des ordres. Ils travaillaient en silence, interrompus seulement par le bruit de leurs propres mouvements. Ils nous jettent un regard et reprennent leur activité. Ils sont couverts de poussière, de coltan. Quelques-uns passent au crible un grand bol de terre et soufflent sur la poussière, qui se dépose sur leurs visages. C'est affreux. La plupart d'entre eux ne portent pas de masque. Ils ne portent pas d'uniforme. Pas de chaussures non plus, peut-être par leur propre décision ; je ne pose pas la question. Ils travaillent en silence ». « Le processus consiste à séparer les impuretés du produit lui-même. Enfoui dans cette terre se trouve le coltan ou l'un de ses produits frères, la cassitérite et la wolframite, et ils doivent le trouver. Le produit final semble du gravier concassé. »

Mvemba signale que la plupart des travailleurs n'ont pas de contrat : « Chaque matin, un groupe nombreux de travailleurs fait la queue devant l'entrée et demande du travail. On choisit une poignée d'entre eux et on renvoie les autres chez eux. Ils gagnent moins d'un dollar par jour ». Pourtant, « sur le marché international le coltan coûte entre 8 et 18 USD la livre ».

Et puis, il y a le travail dans les mines. « À Mushangi, un sentier dangereux mène aux mines, où nous ne trouvons qu'une poignée d'adultes. Les mines sont exploitées par des enfants de tous âges qui travaillent dans des conditions précaires. Ils triment du matin au soir avec les outils les plus primitifs qui soient et sans protection aucune contre les éboulis ou les coulées de boue. Ils rampent dans des tunnels sombres sans étais. »

« Dans mon voyage à travers le Congo j'ai vu beaucoup de souffrances, mais la vue de ces enfants qui se traînaient dans les puits et les tunnels a mis ma résolution à l'épreuve. Bashizi, un enfant de dix ans, me dit : 'Je fais ce travail si dur parce que mon père est trop vieux pour s'occuper de moi'. Cela dure depuis plusieurs mois. 'C'est le seul travail qu'il y a par ici', ajoute-t-il. »

« Les enfants fourmillent autour de nous, ils veulent attirer notre attention et se faire photographier. Je fais plusieurs photos pendant que je parle avec eux et que j'entends ce qu'ils racontent. À travers ma caméra, je vois des enfances perdues et des rêves brisés. »

« Nous demandons à Baruti, de 16 ans, et à ses amis, s'ils savent où va le coltan qu'ils sortent de Mushangi. 'Il va à Bukavu', répondent-ils. Et je continue : 'Savez-vous que le coltan est très apprécié en Amérique et en Europe ? On l'utilise pour faire des ordinateurs, des téléphones portables et des jeux vidéo'. 'Non', répond Baruti. Leur monde se réduit aux puits des mines à ciel ouvert où ils passent sept journées par semaine et gagnent moins de 20 cents par jour. »

« Une dernière question avant de partir pour Bukavu. Il est trois heures de l'après-midi, il est tard pour être dehors. Je demande : 'Savez-vous que l'exploitation du coltan attise le conflit au Congo ?' Baruti me regarde droit dans les yeux et répond : 'Si nous le savions, nous ne travaillerions plus ici'. »

Article fondé sur le rapport "In Search of Congo's Coltan" de Mvemba Phezo Dizolele, publié dans le n° 316 de Pambazuka News, adresse électronique : pambazuka-news@pambazuka.gn.apc.org, <http://www.pambazuka.org/>.

[index](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

– **Australie : la démocratie réduite en pâte**

Le parlement de la Tasmanie va débattre cette semaine le projet d'usine de pâte que Gunns propose de construire à Bell Bay. Si elle est construite, cette usine de 1,4 milliards de dollars consommera quatre millions de tonnes de grumes par an, soit le double du volume de bois que Gunns extrait actuellement des forêts indigènes de la Tasmanie. L'usine produira une grande quantité de substances toxiques qui vont contaminer l'air et le détroit de Bass.

La veille du jour où le parlement devait entamer ses délibérations, le ministre fédéral de l'environnement de l'Australie, Malcolm Turnbull, a annoncé la « décision de principe » d'approuver le projet.

Le processus d'approbation est devenu une imposture multimillionnaire. En juillet 2006, Gunns avait présenté une Déclaration préliminaire sur l'impact d'ensemble de l'usine au Comité de planification et de développement des ressources (CPDR), un organisme indépendant de droit public. Entre-temps, le gouvernement de la Tasmanie dépensait des millions de dollars des contribuables à payer un « détachement spécial » pour promouvoir l'usine.

En janvier 2007, deux membres du CPDR ont démissionné en raison de l'interférence politique dans

le processus d'évaluation. Lorsque Gunns a menacé de ne pas construire l'usine si elle n'était pas approuvée dans un délai de six mois, le Premier ministre de la Tasmanie, Paul Lennon, s'est réuni avec le président de l'entreprise, John Gay, pour lui dire qu'il allait « faire de son mieux pour que l'usine soit construite ». En mars 2007, Gunns a retiré sa demande au CPDR et demandé à Paul Lennon de réformer la loi sur l'évaluation du projet. Le lendemain, le gouvernement a annoncé qu'il allait accélérer les démarches. Après quelques réunions avec les avocats de Gunns, le gouvernement a présenté une nouvelle législation, la Loi 2007 sur l'évaluation de l'usine de pâte, que le parlement a approuvée, et qui prévoit que la décision doit être prise avant la fin du mois d'août 2007. À la place de l'évaluation indépendante du CPDR, le gouvernement a engagé deux consultants pour qu'ils disent s'il faut donner suite au projet.

Le choix des consultants est révélateur : ITS Global et SWECO PIC. ITS Global est la création d'Alan Oxley, un universitaire australien, grand défenseur du libre-échange et sceptique au sujet du changement climatique. Parmi ses clients figure l'entreprise forestière malaise Rimbunan Hijau, que ses activités destructrices et ses violations des droits de l'homme en Papouasie-Nouvelle-Guinée ont placée parmi les plus controversées du monde. En juillet 2006, ITS Global a publié une série de rapports élogieux sur Rimbunan Hijau. Il n'est donc pas étonnant que son avis sur l'usine de pâte proposée par Gunns ait été que « le bénéfice net pour l'ensemble de la Tasmanie » était « positif et élevé ».

SWECO PIC est une société finnoise de consultants et d'ingénieurs. Dans son rapport au gouvernement de la Tasmanie, elle signale que, depuis sa création en 1971, « SWECO PIC s'est spécialisée dans les services à l'industrie de la pâte et du papier ». Or, le problème est justement là : SWECO Pic n'est pas indépendante de l'industrie de la pâte.

Cette société a été chargée d'évaluer si le projet proposé respectait les directives de la Tasmanie pour les nouvelles usines de pâte en matière d'émissions. Elle a trouvé que l'usine proposée contrevenait à huit de ces directives, mais sa recommandation a été que « l'on pouvait donner suite au projet pour qu'il soit considéré par le parlement tasmanien ».

J'ai posé quelques questions à Rune Franzén, directeur du département de la pâte et du papier de SWECO PIC et chef de l'équipe d'évaluation de Gunns, à propos du rôle de son entreprise dans la promotion du projet. Je lui ai demandé si son entreprise avait remporté le contrat par suite d'un appel d'offres. Je lui ai demandé si son équipe avait rencontré des représentants des communautés locales et d'organisations écologistes ou des membres du CPDR. Je lui ai demandé quelle était la réponse de SWECO PIC aux calculs du professeur Andrew Wadsley, d'après lesquels Gunns aurait sous-estimé le taux d'émission de dioxines de l'usine, le divisant par 1 400 (le rapport de SWECO PIC ne le mentionne pas). Je lui ai demandé quelle était la réponse de l'entreprise aux accusations de conflit d'intérêts, puisque plusieurs de ses anciens clients (et de ses clients potentiels) participent au projet de Gunns, y compris Andritz et Pöyry.

Franzén s'est abstenu de répondre à mes questions. Il a dit que SWECO avait été engagée uniquement pour évaluer l'usine de pâte proposée, et qu'elle « n'intervenait pas dans les discussions ou débats publics ». Il a transmis mes questions à Rebekah Burton, membre du cabinet du Premier ministre de la Tasmanie.

J'ai donc écrit à Burton et, en plus des questions que j'avais posées à SWECO PIC, je lui ai demandé combien le gouvernement tasmanien avait payé pour les services de cette entreprise ; en outre, je lui ai demandé copie du cahier des charges de cette entreprise. En réponse, j'ai reçu une lettre signée par Daniel Leesong, chef du personnel du bureau du Premier ministre. Lui aussi a refusé de répondre

à mes questions.

« En avril de cette année, le parlement a adopté la Loi 2007 sur l'évaluation de l'usine de pâte pour établir un processus d'évaluation rigoureux et minutieux de ce projet », a écrit Leesong, oubliant apparemment que la seule raison pour laquelle le gouvernement avait rédigé cette loi était que Gunns lui avait demandé de le faire.

Le gouvernement de la Tasmanie a joint 1 100 pages de conditions de fonctionnement et de permis à la motion finale d'approbation de l'usine de pâte que le parlement est en train de considérer. Gunns a été autorisée à voir les versions préliminaires et à suggérer des modifications. Le 28 août 2007, les parlementaires tasmaniens voteront pour décider s'ils approuvent ou non l'usine. À la différence de Gunns, ils n'auront pas l'occasion d'amender la motion ni les permis et conditions dont elle s'accompagne.

En juin 2007, Matthew Denholm, du journal tasmanien The Mercury, a révélé que Gunns avait déjà signé un contrat avec l'entreprise de construction John Holland pour commencer les travaux de l'usine « la première semaine de septembre ». Si ce délai n'est pas respecté, Gunns devra payer près d'un million de dollars par jour. Ou bien les responsables de Gunns savent à l'avance quelle sera la décision du parlement, ou bien ils sont stupides. Rien d'étonnant que les Tasmaniens appellent leur gouvernement le « gunnerment ».

Chris Lang, adresse électronique : chrislang@t-online.de, <http://chrislang.org>.

[index](#)

– Colombie : des communautés éliminent des plantations de palmier à huile pour récupérer leur territoire

Invités par l'organisation Justice et Paix, un groupe d'observateurs dont je faisais partie ont eu l'occasion de visiter une zone de la Colombie (Curvaradó) dont les populations locales, expulsées avec violence il y a une dizaine d'années, sont maintenant en train de retourner dans leurs territoires.

Précisons que l'expression « expulsées avec violence » est loin de refléter l'horreur des actions menées par des groupes d'assassins paramilitaires avec l'appui des forces armées colombiennes. Le meurtre, la torture, les disparitions, la destruction et l'incendie de maisons et les bombardements ont été les armes utilisées par les forces répressives pour atteindre leur objectif : l'expulsion de toutes les communautés (surtout afro-colombiennes et métisses) de la région.

Dix années plus tard, faisant preuve de grand courage – car les menaces sont permanentes – les gens commencent lentement à retourner dans leurs foyers détruits et découvrent que leurs terres et leurs forêts, où ils avaient vécu pendant plus de 120 ans, sont maintenant occupées par des milliers d'hectares de plantations de palmier à huile, et que leurs « propriétaires » sont les mêmes paramilitaires responsables des massacres qui les avaient poussés à émigrer. « Quand nous y sommes retournés, tout était planté de palmiers », a commenté un habitant indigné.

L'indignation l'emporte sur la peur et les propriétaires légitimes entreprennent de récupérer leur territoire envahi de palmiers en faisant la seule chose qui reste à faire : les éliminer. « Il faut abattre les palmiers, qui sont ce qui nous gêne », dit l'un d'eux. Dans certains cas ils les coupent à la scie,

dans d'autres ils les arrachent mais, la plupart du temps, ils en coupent toutes les feuilles et le bourgeon terminal. C'est un travail épuisant, car les palmiers ont déjà des troncs très gros et leurs feuilles cachent des épines dangereuses qui provoquent des enflures et des infections. À cela s'ajoute le danger des serpents venimeux et des guêpes qui attaquent à l'improviste. En s'y mettant à vingt, on réussit à peine à éliminer les palmiers sur deux hectares par jour. Au moment de la visite, on estimait avoir récupéré une quarantaine d'hectares où l'on commençait à semer des cultures alimentaires.

Le fait est que, au Curvaradó, le palmier n'est pas synonyme de vie ni moyen de vie. « De quelle vie s'agit-il quand on parle de biocarburants dérivés du palmier ? Ici, le palmier est synonyme de désolation verte, de destruction humaine, de mort de tout ce qui vit ». Dans cette région, la plupart des 50 000 hectares du Territoire Collectif étaient une forêt vierge où il y avait plus de 25 marais. Les gens du pays disent : « ils ont exploité le bois que nous avons, ils ont canalisé les marais et les ont asséchés, les animaux n'ont rien à manger, les oiseaux sont partis parce qu'il n'y a pas de fruits ».

Interrogés sur leurs projets d'avenir, ils répondent qu'ils veulent produire des aliments « en semant ce qu'on semait avant ». Ils veulent aussi « récupérer les forêts et commencer à planter quelques arbres », et « que les fleuves coulent à nouveau et que le poisson revienne ». Ils veulent organiser « des zones de diversité biologique pour récupérer les espèces perdues, les poissons et le gibier », en cherchant à « attirer ces espèces ».

Au cours d'une tournée dans la région nous sommes arrivés au village d'Andalucía. Le village n'existe plus. Les paramilitaires ont tout détruit. Le fondateur du village nous conduit jusqu'à ce qui était autrefois sa maison, dont il ne reste que le sol en ciment. Nous avons visité le cimetière, dont il ne reste que la moitié parce que les « para-palmiculteurs » ont commis l'outrage de creuser un fossé de drainage qui le coupe en deux et de semer des palmiers sur l'autre moitié.

La vie n'est pas facile pour ceux qui sont revenus, car les « démobilisés » (des paramilitaires qui ont censément déposé les armes) prennent des photos de tous et font des enregistrements vidéo ; ils font sentir leur présence en parcourant la zone à motocyclette. L'un d'eux, surnommé « El Chupa », dit d'un ton menaçant : « on va leur faire payer l'abattage des palmiers, et ça va leur coûter cher ; ils les coupent en morceaux et c'est ce qui va leur arriver ». Le bruit court que les « Aigles Noirs » (un groupe paramilitaire) se dirige vers la région, et l'on voit des paramilitaires connus parcourir dans tous les sens les zones de coupe.

Les « para-palmiculteurs » cherchent à provoquer des conflits entre les gens. D'une part, ils incitent les travailleurs embauchés par les plantations (dont beaucoup sont d'anciens paramilitaires) à se retourner contre les paysans revenus en leur disant que ceux-ci les laissent sans travail. Ainsi, depuis les camions qui transportent comme du bétail une soixantaine de travailleurs de l'entreprise, des insultes et des moqueries tombent sur ceux qui sont en train de couper les palmiers : « coupez les palmiers, semez du coca, c'est nous qui récolterons après ».

D'autre part, on fait venir des gens d'autres régions (aussi bien d'anciens paramilitaires que des paysans) pour occuper des terres appartenant aux communautés revenues. On les appelle des « familles de gardes forestiers », ce qui est absurde : les seules « forêts » à garder sont les plantations de palmiers. C'est la bonne vieille tactique de la division.

Les militaires s'y mettent aussi : dans le poste situé sur un pont ils posent beaucoup de questions aux gens, par exemple « qui vous paye pour couper les palmiers ? ». Leur participation directe à la répression passée des communautés fait que leur présence provoque des craintes chez ceux qui

sont revenus.

Même les « gringos » (dans ce cas, les étrangers comme nous qui appuient ces communautés) subissent des menaces : des écriteaux apparaissent comme par magie, où l'on lit « gringos dehors » ou « mort aux gringos ».

Pourtant, les communautés continuent quand même le travail de récupération de leur territoire. Lorsque nous partions, l'un d'eux nous a dit : « Je vous demande de faire connaître la vérité au monde ». C'est là le but de cet article, qui prétend en outre rendre hommage à l'héroïsme de ces gens et condamner le gouvernement colombien, responsable de cette situation. Il y a peu d'endroits au monde où le palmier à huile soit aussi taché de sang qu'au Curvaradó. La seule manière de commencer à réparer les outrages commis est que le gouvernement reconnaisse formellement les droits de ces communautés sur leurs terres. Tant qu'il ne l'aura pas fait, il continuera de mériter le blâme.

Ricardo Carrere. Article rédigé à partir des observations et interviews faites au cours de sa visite au Curvaradó entre le 9 et le 11 août 2007.

Informations supplémentaires (en espagnol) et photos :

<http://www.wrm.org.uy/countries/Colombia.html#info>

[index](#)

– Suède : la recherche en arbres GM risque de provoquer des dommages irréversibles aux forêts

Le professeur Ove Nilsson est la vedette de la recherche en arbres génétiquement modifiés de la Suède. Lui et son équipe de l'Umeå Plant Science Centre ont été les premiers à identifier le gène qui contrôle la floraison des plantes, ce qui leur a permis de produire des arbres génétiquement modifiés qui fleurissent au bout de quelques semaines, au lieu de quelques années. En 2005, la revue Science a déclaré que c'était la découverte la plus importante de l'année.

« Le fait d'avoir trouvé le bouton de démarrage de la floraison des arbres équivaut à dire que nous avons compris les processus moléculaires qui en sont responsables. Cela veut dire que nous pouvons appuyer sur ce bouton, au lieu d'attendre que les choses suivent leur cours naturel. Ainsi, nous pouvons faire fleurir les arbres à volonté », explique Nilsson dans une interview d'Eva Krutmeijer sur le site web de Linnaeus300.

La reproduction sélective des arbres peut prendre plusieurs générations, surtout lorsqu'il s'agit d'arbres de climat froid, tels que l'épicéa et le tremble qui fleurissent au bout de 10 à 15 ans. L'une des raisons de la popularité de l'eucalyptus en tant qu'espèce de plantation est qu'il fleurit au bout de deux ou trois ans, ce qui permet de reproduire rapidement des caractéristiques telles que la croissance rapide ou les fûts droits.

Les arbres de floraison rapide de Nilsson lui permettent de travailler à produire des arbres de climat froid qui poussent plus vite. Nilsson affirme qu'il faut des arbres de croissance plus rapide et des arbres de climat froid pour répondre à la demande croissante. Il ne considère même pas la possibilité de réduire la consommation. « La seule manière de satisfaire la demande croissante est d'accroître la productivité des forêts », a-t-il dit au Sydney Morning Herald en juillet 2007.

Or, Nilsson ne parle pas vraiment d'augmenter la « productivité des forêts », mais d'augmenter la productivité des plantations industrielles d'arbres. Les plantations d'eucalyptus de croissance rapide qu'il admire tant ont asséché des fleuves et réduit le niveau de la nappe phréatique, laissant les populations de bien des pays du Sud sans réserves d'eau. Dans les climats froids, les arbres de croissance rapide auront besoin eux aussi de davantage d'eau. La monoculture de ces arbres a déjà remplacé de nombreuses forêts indigènes et d'autres écosystèmes en Europe et en Amérique du Nord. La plantation d'arbres GM pour la fabrication de biocarburants, un domaine auquel Nilsson s'intéresse aussi, exigerait de vastes étendues de terre qui, la plupart du temps, sont aujourd'hui affectées à d'autres usages, par exemple, à la production d'aliments.

En reconnaissance de son travail, Nilsson recevra cet automne le Prix Marcus Wallenberg, ce qui montre bien quels sont ceux qui vont profiter de ses recherches : l'industrie de la pâte et du papier et celle des biocarburants. Le Prix Marcus Wallenberg a été créé en 1980 par Stora Kopparbergs Bergslags, le géant de la pâte et du papier actuellement dénommé Stora Enso. Le prix porte le nom de Marcus Wallenberg, un banquier, industriel et président du Conseil de direction de Stora. Tout en déclarant que son objectif est « la durabilité des ressources renouvelables », le prix reconnaît également « l'amélioration de l'efficacité et du coût, l'ouverture de nouveaux marchés et la recherche qui les sous-tendent ».

Les risques que comportent les arbres génétiquement modifiés n'inquiètent pas Nilsson. Il dit que ses arbres GM de floraison rapide ne seront plantés que dans des serres scellées. Une fois obtenus les arbres de haut rendement, le gène de la floraison peut en être extrait et les arbres que l'on plantera ne contiendront aucun gène étranger.

Or, les activités de Nilsson ne se limitent pas à la recherche en laboratoire. Il est membre du conseil d'administration de SweTree Technologies, une entreprise biotechnologique suédoise, dont le but spécifique est de fournir à l'industrie de la pâte et du papier des produits et des technologies lui permettant « d'améliorer la productivité et les performances des plants, du bois et des fibres ». Un autre membre du Conseil de SweTree Technologies est Björn Hägglund, ancien PDG de Stora Enso et membre du conseil de direction de la Fondation Marcus Wallenberg. En outre, Hägglund est le président de WWF Suède, ce qui expliquerait pourquoi on n'entend pas souvent de critiques des arbres GM de la part de cette organisation.

SweTree Technologies a été créée en 1999, à l'initiative de la Fondation pour le transfert de technologie (Innovationsbron) d'Umeå et de l'entreprise Woodheads AB. Le but d'Innovationsbron est de profiter de la commercialisation de la recherche et l'innovation suédoises. Woodheads AB a été formée pour s'occuper des droits de propriété intellectuelle de 44 chercheurs de l'Umeå Plant Science Centre et de l'Institut royal de technologie de Stockholm. Dans son site sur la toile, SweTree Technologies se vante d'avoir « droit à toutes les innovations en matière de biotechnologie végétale et forestière qui émanent des membres de Woodheads ».

SweTree Technologies s'occupe de la manipulation génétique d'arbres pour obtenir une plus forte croissance de biomasse, des fibres plus longues et du bois plus facile à transformer en pâte (dont on peut plus facilement extraire la lignine). Trois entreprises forestières suédoises (Sveaskog, Bergvik Skog et Holmen) possèdent des actions de cette société. Il est évident que les arbres transgéniques qu'elle produira ne resteront pas enfermés dans des serres. Une fois plantés, il sera inévitable qu'ils se croisent avec les arbres des forêts. Les conséquences sont imprévisibles et seront irréversibles.

Nilsson a une vision de l'avenir où « les arbres seront 'faits sur mesure' pour chaque usage

spécifique. Par exemple, des arbres poreux pour l'industrie de la pâte, des arbres à longues fibres pour l'industrie du papier, des arbres de croissance lente pour la fabrication de meubles ». Dans les faits, cela veut dire de vastes plantations d'arbres génétiquement modifiés, ce qui n'a rien à voir avec la durabilité ni avec le souci de l'environnement : seule l'industrie y gagne.

Chris Lang, adresse électronique : chrislang@t-online.de, <http://chrislang.org>.

[index](#)

- Un nouveau rapport et un nouveau site web sur l'industrie de la pâte

L'ONG allemande Urgewald vient de publier un nouveau rapport concernant les effets de l'industrie de la pâte sur l'environnement et la société. Ce rapport de Chris Lang, intitulé "Banks, Pulp and People – A Primer on Upcoming International Pulp Projects" (Les banques, la pâte et les gens : a b c des projets internationaux de l'industrie de la pâte), décrit les impacts de l'industrie, analyse les antécédents des entreprises impliquées et examine les projets d'expansion du secteur. Il est disponible sur le nouveau site web d'Urgewald : www.pulpmillwatch.org, qui constate les problèmes causés par les opérations en cours et signale les projets problématiques en préparation.

[index](#)

LES FEMMES, L'INDUSTRIE FORESTIÈRE ET LES PLANTATIONS DE PALMIER À HUILE

- Îles Salomon : des femmes blessées par une entreprise forestière pour avoir défendu leur terre

Les activités de l'entreprise forestière Omex Industry Limited dans la région de Boloboe, sur l'île Vella La Vella de la Province occidentale du pays, font depuis longtemps l'objet de disputes et de batailles légales. Au cours du dernier week-end de juillet, une tragédie a eu lieu.

Un groupe de femmes est allé dans la forêt pour protester contre des opérations qu'elles considèrent comme illégales. Leur tentative de défendre leurs droits sur la terre et les ressources s'est heurtée aux gardes de sécurité de l'entreprise qui, armés de couteaux, de bâtons, de pierres, d'arcs et de flèches, ont attaqué et blessé ces femmes sans défense. Des coupures graves, des os fracturés et des blessures diverses ont été le résultat d'une telle attaque.

D'après les informations de Moffat Mamu, publiées dans le *Solomon Star* du 30 juillet 2007, « un porte-parole du village de Leona, qui a exigé de garder l'anonymat, a dit que la communauté est commotionnée par cette attaque contre des femmes sans défense ». « C'est la première fois que l'on blesse ainsi des femmes qui manifestent contre l'exploitation forestière, et la police de Gizo a pris l'affaire très au sérieux », a-t-il dit. « Ces femmes sont les mères de nos enfants et elles essaient de protéger leurs droits et leurs ressources », a ajouté cet ancien du village.

Le Conseil des Femmes de la Province occidentale a immédiatement réagi à cette attaque, qu'il a décrite comme « cruelle et inhumaine » et, dans un communiqué de presse, il a appelé les autorités nationales à la condamner et à suspendre le permis de coupe de l'entreprise pour n'avoir par

respecté les femmes, qui sont aussi des mères et qui ont des enfants à nourrir et à soigner.

D'après Radio New Zealand International, « la présidente du Conseil national des femmes, Hilda Kari, a déclaré qu'il était temps que le gouvernement revoie les problèmes suscités par l'industrie forestière. Néanmoins, elle dit qu'il dépend tellement des recettes de cette activité qu'il est très difficile de lui faire comprendre la situation ».

Pourtant, Mme Kari pense que le gouvernement doit agir sans délai. « Ils devraient reconsidérer la possibilité d'examiner tous ces domaines de développement de l'industrie forestière, quel genre de personnes il y a sur le terrain, s'il faut ou non continuer d'embaucher des étrangers dans ce secteur ou faire appel à la main-d'oeuvre locale, au lieu de faire venir ces gens qui causent des problèmes. »

Mme Kari condamne également l'exploitation sexuelle des enfants, qui aurait lieu à proximité de certains campements forestiers.

Article fondé sur : "Logging Guards Injure 6 Women", Solomon Star, 30 juillet 2007, Moffat Mamu, envoyé par Brian Brunton, Alotau Environment, adresse électronique : alotauen@online.net.pg ; "Solomon Islands National Council of Women condemns logging incident", Radio New Zealand International, <http://www.rnzi.com/pages/news.php?op=read&id=34038> ; "Women Call for Suspension of Logging License", Edner Rence, Solomon Times Online, <http://www.solomontimes.com/news.aspx?nwID=472>.

[index](#)

- Îles Salomon : l'exploitation forestière est le facteur principal de l'abus sexuel de petites filles

Dans les pays du Sud, l'exploitation forestière s'est avérée une source de grosses recettes d'exportation pour les gouvernements et de gros profits pour les entreprises mais, pour la population locale, elle a des côtés déplorables pour la société et l'environnement qui répandent partout la détresse (voir le bulletin n° 34 du WRM).

Un de ces aspects a été constaté dans les Îles Salomon. Un rapport récemment publié par le Centre chrétien d'assistance de l'Église mélanésienne, à partir d'une étude menée sur la région d'Arosi de la province de Makira, a révélé que plus de 70 enfants de 12 villages avaient été sexuellement exploités par les bûcherons des campements proches des six villages étudiés.

Le rapport intitulé "Commercial Sexual Exploitation of Children in the Solomon Islands: A Report Focusing on the Presence of the Logging Industry in a Remote Region" (L'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales dans les Îles Salomon : enquête centrée sur la présence de l'industrie forestière dans une région reculée) étudie l'exploitation sexuelle des filles ou l'agression sexuelle en échange d'argent ou de marchandises telles que le riz, et le rôle que joue l'industrie forestière dans ce domaine.

Bien que le rapport ne nomme aucune entreprise en particulier, l'industrie forestière est dominée dans les Îles Salomon par des entreprises malaises et, à moindre degré, sud-coréennes. Néanmoins, en ce moment tout le bois extrait est embarqué vers la Chine pour la construction des installations olympiques à Beijing.

En examinant les facteurs qui contribuent à l'exploitation sexuelle des enfants dans la région, la conclusion générale qui se dégage du travail du groupe et des discussions avec l'équipe du projet sont que « l'abus de mineurs est un problème de longue date dans la communauté, tandis que leur exploitation sexuelle commerciale est un problème plus récent que l'on attribue surtout à la présence de l'industrie forestière ».

L'exploitation forestière a apporté un changement radical dans le style de vie traditionnel des populations locales, par l'introduction de l'argent et de coutumes différentes et par la distorsion des habitudes de consommation. L'argent en tant qu'élément de pouvoir est aux mains des hommes, surtout étrangers. Les femmes, et les jeunes filles en particulier (certaines d'entre elles n'ont que 13 ans) deviennent la proie de ces hommes, eux aussi victimes de l'exploitation, l'aliénation et la solitude. Ainsi, l'harmonie disparaît et la décadence sociale s'installe.

D'après le rapport, « L'argent joue un rôle prépondérant dans l'existence de l'exploitation sexuelle des enfants. Dans la plupart des cas, il a été cité comme la raison principale ». « Il paraît que l'argent était généralement utilisé pour ce qu'on aurait considéré dans les villages comme des choses superflues, telles que les aliments préparés, les logements faits de matériaux résistants (au lieu des maisons de feuilles habituelles), les voyages de plaisir à Honiara [la capitale], les vêtements ou les produits de beauté. Les bûcherons étrangers étaient pour les jeunes 'l'opportunité' d'obtenir de l'argent et des marchandises qui, autrement, auraient été hors de leur portée. Cela se reflète aussi dans le nombre de rapports sur des enfants qui se rendent dans les campements pour voir des films, la machinerie ou les bateaux pour le transport du bois, autant de choses qu'ils ne pourraient pas voir autrement. Ainsi, les enfants voient les campements forestiers comme des endroits passionnants et il est facile de les persuader de monter sur les bateaux ou d'entrer dans les maisons et les chambres, ce qui augmente considérablement les risques d'abus. » « L'influence de l'extérieur a été mentionnée aussi par rapport à la perte des *kastom* [les pratiques coutumières ou traditionnelles] ; la disponibilité d'alcool et de drogues, le matériel pornographique et l'influence d'Honiara (où les taux de délinquance sont plus élevés et le style de vie plus 'occidental') ont été cités comme causes de dégradation du style de vie traditionnel. »

Non seulement l'exploitation forestière ne fournit pas des moyens de vie décents aux communautés locales, mais elle renforce et aggrave la violence sexuelle. D'après Ta'ahia, auteur d'un rapport sur l'exploitation forestière et la situation atroce des villageois de l'île de Makira ("Logging, a cursed blessing: is this the island way? The plight of the Tawatana Villagers of Makira Island") : « L'industrie forestière est en train de tuer notre peuple. Non pas d'un coup, mais lentement, et par des moyens que nous ne connaissons peut-être pas. Il est indispensable de freiner le développement de l'extraction non durable sur nos îles, non seulement pour préserver notre environnement mais, surtout, pour préserver ou conserver l'identité des Salomonais et, par-dessus tout, l'intégrité, la liberté et la survie d'une race humaine. Bien sûr, nous devons tous faire face aux changements, et nous le faisons, mais nous devrions nous demander si ce développement est en train de nous avantager et de nous faire progresser. Ou bien sommes-nous dans la même situation qu'avant, ou pire, puisque nous sommes en train de perdre nos ressources et nos valeurs culturelles, et que le changement nous est imposé par le biais d'affaires suspectes conclues pour le bénéfice immédiat d'une poignée d'hommes ? »

Article fondé sur : "Logging sparks rise in child sex abuse-Solomon", Solomon Star, 1er août 2007, <http://www.solomonstarnews.com/?q=node/14571>, envoyé par Nina Bulina, Greenpeace Australia Pacific, adresse électronique : nina.bulina@pg.greenpeace.org; "Commercial Sexual Exploitation of Children in the Solomon Islands: A Report Focusing on the Presence of the Logging Industry in a

– Indonésie : les impacts des plantations de palmier à huile sur les femmes

Vingt-deux femmes des provinces de Kalimantan et de Sumatra se sont réunies à Bogor du 22 au 24 mai pour discuter des effets que les plantations de palmier à huile avaient eus sur leurs vies.

Les femmes et le développement

Pourquoi les femmes ? Il est évident que les femmes indonésiennes sont une partie intéressée qui a été marginalisée par le processus de développement dans lequel s'insère l'établissement des plantations de palmier à huile sur de grandes surfaces.

Il est rare que les femmes prennent des décisions dans les initiatives du gouvernement et des entreprises. En général, elles sont perçues comme des 'mains' plutôt que comme des 'cerveaux' : elles sont le moyen de mettre en oeuvre les décisions prises par d'autres, sans participer activement aux étapes de planification, de contrôle, de supervision et d'évaluation. Pourtant, les femmes ont tendance à se considérer comme capables de surmonter toutes les crises et leur soutien est précieux lorsque les communautés s'opposent aux plans qui mettent en danger leur mode de vie.

La création et l'expansion des plantations de palmier à huile ont eu de nombreux impacts sur les femmes, directement et indirectement. Par exemple, dans les sociétés traditionnelles les femmes jouent un rôle important dans la gestion des ressources naturelles et le maintien de moyens de vie durables pour la subsistance de leurs familles. Cela se perd une fois que les plantations ont remplacé les forêts et les terres agricoles (voir le n° 63 de *Down to Earth*, <http://dte.qn.apc.org/63WOM.htm>).

Pour obtenir des terres, les entreprises s'en emparent tout simplement et payent des gangsters pour intimider les gens. Ceux qui résistent, femmes comprises, sont forcés de s'enfuir de leur foyer parce qu'on les accuse de dommages à la propriété de l'entreprise. La police les menace de les arrêter s'ils retournent dans leurs villages. Il est fréquent que la police arrête des gens sans en avoir l'autorisation. En outre, les témoins aussi deviennent trop souvent des suspects. Pour ces raisons, la plupart des villageois ont peur de prendre des initiatives à l'encontre des entreprises qui violent leurs droits.

Les voix des femmes

C'est ce qui est arrivé à Yana, l'une des participantes de Sumatra du Sud, qui n'a pas pu retourner chez elle de peur d'être arrêtée par les autorités. Une autre participante, venue du district Indragiri Hulu de Riau, a raconté qu'une femme de son village était morte de choc lorsque son mari a été détenu par la police, accusé de dégradations volontaires de la propriété d'une entreprise de plantation. Quand les femmes du village d'Hajak Dusun Sikiu, en Kalimantan central, ont essayé de réclamer leurs parcelles agroforestières, l'entreprise les a accusées d'occupation illégale de la terre ; la police est en train de traiter l'affaire.

La pollution environnementale et les problèmes de santé sont encore des sources d'inquiétude pour les femmes qui habitent dans les plantations ou autour d'elles. Dans le village de Keladi, situé dans le

district de Ketapang du Kalimantan occidental, les gens commencent à subir la pénurie d'eau potable parce que le fleuve où ils s'approvisionnaient est en aval d'une grande plantation de palmier à huile. Les enfants qui s'y sont baignés ont eu des éruptions. Une femme de Long Ikis, un village de Pasir situé en Kalimantan oriental, a décrit que l'eau du fleuve Soi était devenue noire et qu'elle n'était plus apte à la consommation. Il est impossible de trouver du poisson dans le fleuve, même à un kilomètre de distance de la plantation. Apparemment, le problème est dû au fait que l'entreprise déverse directement dans le fleuve les déchets de son usine d'huile de palme lorsque les réservoirs sont pleins.

Plusieurs participantes ont raconté que les entreprises leur fournissaient des produits agrochimiques sans leur donner les instructions ni les équipements de sécurité nécessaires. Le plus souvent, les femmes n'avaient aucune idée des effets que les pesticides qu'elles manipulaient pouvaient avoir sur elles, en particulier en début de grossesse. Les femmes qui désherbaient étaient parfois contaminées accidentellement par les pulvérisations que faisaient d'autres travailleurs à côté. Les pesticides et les fertilisants entreposés dans les maisons étaient dangereux, surtout pour des femmes et des enfants qui ne savaient pas lire ou comprendre les étiquettes. Une fois vides, les récipients étaient parfois utilisés à des fins domestiques, tandis que les pesticides étaient mis dans de vieilles bouteilles d'eau.

La pauvreté et les dettes sont encore des problèmes que subissent les femmes dans le cas des plantations de palmier à huile. Les entreprises leur paient des salaires inférieurs à ceux des hommes, sous prétexte qu'elles font un travail plus facile. Une femme du village de Wirano, en Sulawesi du Sud-Est, a dit que, six ans après l'établissement de la plantation, l'usine de traitement n'avait pas encore été construite, de sorte que les villageois étaient forcés de jeter les fruits mûrs des palmiers. Pendant ce temps, l'entreprise de plantation continuait de leur réclamer le remboursement des prêts qu'elle leur avait accordés pour la création de leur coopérative.

Beaucoup de jeunes femmes du Kalimantan occidental ont décidé d'aller chercher du travail dans la Malaisie voisine. La raison principale en est qu'elles n'ont plus de terre à cultiver ni de plantations d'hévéas à saigner, puisque toute la zone où elles habitaient est à présent occupée par des plantations de palmier à huile. Souvent, elles sont des mères célibataires quand elles retournent dans leur village. Il est fréquent que ces femmes ouvrent un café avec des chambres à l'arrière, qui sont utilisées pour la prostitution. La présence de ces cafés, qui existent dans la plupart des villages de plantation, augmente encore le nombre des enfants illégitimes. Ils sont aussi une source de problèmes pour les femmes mariées de la communauté : les amendes coutumières pour cause d'infidélité seraient en train d'augmenter.

Les plantations ont rendu plus dure la vie des femmes à d'autres égards. Lorsque la forêt est éliminée pour faire de la place aux plantations, elles doivent aller beaucoup plus loin pour trouver du bois de feu pour la cuisine. Il n'y a plus de pâturages pour le bétail à proximité du village une fois que celui-ci a été entouré de plantations et, pour ramener de l'eau à boire, les femmes doivent la transporter sur des distances plus longues.

Demandes d'action

La situation des femmes risque d'empirer avec l'expansion des grandes plantations de palmier à huile. Ainsi, certaines femmes présentes à l'atelier sont allées à Jakarta, pour rencontrer les représentants de la Commission nationale pour les femmes et des membres du parlement national. Dans la déclaration qu'elles ont présentée par écrit, elles ont exhorté la Commission à :

- soutenir les communautés dans leur lutte contre les entreprises de plantation de palmier à

huile ;

- pousser le gouvernement à régler les conflits entre les communautés et les plantations ;
- faire des études sur le terrain pour analyser les effets négatifs des plantations de palmier à huile sur les femmes qui habitent dans ces plantations et à proximité d'elles.

Article de Down To Earth, bulletin n° 74, août 2007, envoyé par Carolyn Marr, adresse électronique: dte@gn.apc.org, <http://dte.gn.apc.org>.

[index](#)

– Papouasie-Nouvelle-Guinée : la vie peut être dure pour les femmes dans les plantations de palmier à huile

Les grandes plantations de palmier à huile ont été une très mauvaise initiative pour les habitants de la PNG, et surtout pour les femmes, qui ont subi des changements radicaux dans leur vie, leur travail, leur sécurité et leur santé (voir le bulletin n° 120 du WRM).

Le 'développement' promis aux communautés en échange de leur terre – c'est-à-dire la distribution d'eau, l'électricité et des logements 'améliorés' – ne s'est jamais concrétisé, et les revenus qui en ont découlé ont été maigres. D'après les récits de l'activiste Andrea Babon, un planteur de palmier à huile aurait dit l'année dernière qu'on leur avait promis au départ environ 200 dollars australiens par tonne de fruits de palmier récoltés. Or, le prix international a chuté et ils n'ont reçu que 50 AU\$ par tonne.

Babon a expliqué que « le fruit du palmier à huile est récolté par les planteurs et collecté tous les quinze jours par l'entreprise ». Pour récolter 1,7 tonne de fruits, une famille entière (y compris des enfants de cinq ans) doit travailler du matin au soir pendant deux jours, et reçoit en échange environ 85 AU\$, moins le coût de matériels tels que les engrais et le remboursement des prêts que déduit l'entreprise, ce qui absorbe jusqu'à 70 % du paiement. C'est beaucoup de travail dur et pénible pour ne gagner que 25,50 \$ par quinzaine.

À ces maigres revenus viennent s'ajouter d'autres problèmes, surtout pour les femmes, au moment de distribuer l'argent dans la famille. Les femmes ne reçoivent qu'une part minuscule de l'argent gagné par leurs maris, en dépit du fait qu'elles ont contribué à la production. En général, elles ont moins de contrôle sur l'argent que les hommes, parce que les entreprises traitent avec eux : ce sont eux qui coupent les grands régimes de fruits et cette tâche est la mieux rémunérée.

En outre, la diminution de la participation sociale des femmes a bouleversé ces sociétés qui, auparavant, étaient matriarcales. Un rapport de la Fondation australienne de conservation (ACF) cite les paroles d'une propriétaire terrienne de New Ireland : « *La nôtre est une société matriarcale [où la femme est à la tête de la famille ou de la tribu]. Mais les femmes ne sont pas consultées à présent. Les hommes prennent toutes les décisions, alors que la terre nous appartient. À d'autres endroits du monde la terre est très chère. Nous sommes comme des vaches. Ils prennent notre lait et puis ils s'en vont. Il est temps de mettre fin à cette situation.* »

Il y a aussi des régions qui appliquent le système matrilineaire, ce qui, en PNG, veut dire que la terre passe de mère en fille et non de père en fils. Mais même lorsque les femmes sont les propriétaires légales, du moment que les entreprises de palmier à huile ne s'adressent qu'aux hommes ce sont

ces derniers qui signent les contrats et qui louent les terres des femmes sans leur consentement.

Un rapport de l'ACF a révélé que « dans la zone localement gouvernée de Mosa, dans la province de Nouvelle Bretagne occidentale, les femmes subissent l'aspect le plus significatif de la pauvreté lorsqu'elles disent qu'elles se sentent 'confinées' lorsqu'elles se réinstallent dans une parcelle de palmier à huile et n'ont plus d'endroit où aller, elles ne peuvent que continuer de récolter des fruits. Elles n'ont même pas les moyens de se payer le voyage pour rentrer chez elles ». Une parcelle de palmier à huile de 4 hectares rapporte par mois environ 1 800 PGK. Lorsque deux ou trois générations d'une même famille vivent de cela, cette somme ne suffit pas à couvrir leurs besoins élémentaires. Les gens sont venus attirés par les promesses de développement, mais les parcelles sont surpeuplées ; certaines familles n'ont pas de quoi payer des articles de base tels que le savon ou les médicaments, et elles sont à court pour payer les frais de scolarité et les uniformes ».

Lorsque les fermes traditionnelles sont transformées en plantations de palmier à huile, les femmes ont parfois moins de possibilités d'avoir un potager. Ainsi, elles se voient privées d'une source d'aliments pour leurs familles. Avec moins de terre pour les jardins et l'agriculture de subsistance, les familles doivent dépendre des aliments achetés, pour lesquels il faut de l'argent.

D'autre part, la limitation des jardins prive les femmes de l'argent qu'elles peuvent gagner en vendant leur production sur le marché local, dont elles disposent habituellement ; non seulement leur liberté en est amoindrie mais cela se répercute sur la situation de la famille, puisque les femmes ont plus tendance que les hommes à dépenser leur argent dans leur famille.

C'est à partir de cette idée que l'Oil Palm Industry Corporation (OPIC) a introduit le plan dénommé Mama Lus Frut Scheme (MLFS) à Hoskins, WNB, en 1997. Le système consiste à assigner aux femmes la collecte des fruits tombés. D'après le rapport de l'ACF, au départ ce plan « a été adopté parce qu'il restait trop de fruits par terre, qui se perdaient. Le plan prévoyait de donner aux femmes leurs propres filets de cueillette et un système de paiement spécifique (appelé 'mama card'). Elles devaient ramasser les fruits épars et les vendre à l'entreprise. Ce plan a été considéré par les défenseurs du palmier à huile et l'Agence australienne d'aide (AusAID) comme un bon moyen d'aider les femmes de la PNG.

« Les hommes ont accepté le MLFS parce que l'OPIC leur a dit que, si les femmes gagnaient de l'argent, toute la famille en profiterait. Au départ, l'idée a paru bonne. Pourtant, cela a pu encourager certains hommes à laisser aux femmes *toute* la responsabilité du bien-être de la famille pour pouvoir dépenser en eux-mêmes leur propre salaire. »

Ignorées, limitées, accablées de travail, avec des revenus minuscules et même sous la menace de violence domestique parce que les hommes font un travail pénible et ont perdu les valeurs et les moyens de vie traditionnels, les femmes des plantations de palmier à huile ont vraiment la vie dure.

Article fondé sur : "The Impact of Oil Palm on Women and Families", Australian Conservation Foundation (ACF), envoyé par Lee Tan, coordinateur de l'Asia-Pacific Program, Australian Conservation Foundation, adresse électronique : L.Tan@acfonline.org.au, <http://www.acfonline.org.au/> ; "Papua New Guinea Case Study - Asian Development Bank Technical Assistance Loan to Papua New Guinea for Nucleus-Agro Enterprises", Australian Conservation Foundation (ACF), Centre for Environmental Law and Community Rights (CELCOR/FoE PNG) et Friends of the Earth Australia (FoE Australia), rédigé par Lee Tan, envoyé par l'auteur ; "Anatomy of a Campaign", par Andrea Babon, http://www.acfonline.org.au/uploads/res_Habitat_AP_3.pdf.

[index](#)

Bulletin mensuel du Mouvement mondial pour les forêts
Ce bulletin est maintenant disponible également en espagnol, en portugais et en anglais
Éditeur: Ricardo Carrère

Secrétariat International
Maldonado 1858, Montevideo, Uruguay
Mel: wrm@wrm.org.uy
Site internet: <http://www.wrm.org.uy>

